

2 Débats

La vie des vraies gens

CARTON ROUGE

Quinze jours après le refus du parlement d'augmenter de 7 francs la plus petite rente mensuelle AVS, 109 milliards de fonds publics ont été débloqués en quelques heures pour sauver Credit Suisse. Pour qu'une banque puisse racheter une autre, la Confédération n'a pas cillé et a prêté des milliards. Mais la majorité bourgeoise au parlement a jugé excessif de déboursier 418 millions de francs pour indexer les retraites.

Après des semaines de discussion sur la débâcle de Credit Suisse et le comportement irresponsable de ses dirigeants, il est grand temps de s'intéresser aux vraies gens. Aux personnes qui, dans un contexte d'inflation tel que la Suisse n'en avait plus connu depuis trente ans, se débrouillent tant bien que mal mois après mois pour garder la tête hors de l'eau. Cette majorité qui façonne notre pays au quotidien, sans toucher des millions de francs de bonus, et à qui l'on ne vient pas en aide à coups de milliards en quelques heures.

Entre l'augmentation des primes d'assurance maladie (6,6%), celle des loyers (20%) et des biens de consommation essentiels (de 10 à 23%) – le renchérissement annuel atteint 3,4% –, la classe moyenne souffre en silence. Et le nombre de personnes en situation de pauvreté – déjà 722 000 en 2020, soit avant la pandémie et la crise énergétique – ne cesse de gonfler. Le risque de pauvreté atteint 15,4% de la population selon Caritas. Une vérité qui semble totalement échapper à nombre de mes collègues au Conseil national.

Pendant ce temps, les indicateurs de pauvreté passent au rouge les uns après les autres. De plus en plus de personnes ne peuvent plus se permettre de faire leurs courses dans les supermarchés ordinaires. Depuis l'été dernier, Caritas observe des records de ventes et de



VALÉRIE PILLIER CARRARD
CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/FR), VICE-PRÉSIDENTE
DU PS SUISSE ET PRÉSIDENTE DE PRO FAMILIA SUISSE

De plus en plus de personnes ne peuvent plus se permettre de faire leurs courses dans les supermarchés ordinaires

fréquentation de ses épiceries à prix réduits, avec une hausse d'environ 30%. Toute une population en difficulté s'y presse: travailleurs et travailleuses pauvres (*working poors*), réfugiées et réfugiés, des familles mais aussi un nombre croissant de personnes âgées, peinant à se nourrir correctement avec leurs maigres rentes.

Inquiétante également la paupérisation des familles de la classe moyenne qui se profile. Ce phénomène est au centre du premier baromètre des familles que viennent de publier Pro Familia Suisse et Pax*, sur la base d'une enquête auprès de plus de 2000 familles. Premier constat: 68% d'entre elles craignent une détérioration de la qualité de vie ces trois prochaines années. Les primes d'assurance maladie, les frais de logement et l'inflation figurent parmi les cinq principales préoccupations des familles en Suisse.

Ces trois sujets témoignent d'une grande inquiétude face à un pouvoir d'achat toujours plus sous pression.

Cohésion sociale mise à mal
Et pour cause: pour quatre familles sur dix, le revenu du ménage suffit à peine à assurer la vie commune, et 6% supplémentaires ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Autre indicateur de la situation financière tendue: plus de la moitié des familles indiquent avoir déjà renoncé à un traitement pour des raisons de coûts (davantage encore en Suisse romande et dans les familles monoparentales). De plus en plus souvent, il faut renoncer à des traitements médicaux, thérapeutiques, souvent dentaires.

Ces différents signaux d'alerte sont à prendre au sérieux. Je crains que la cohésion sociale de notre pays soit mise à mal. En ces temps incertains, une prise de conscience est nécessaire, à Berne et dans les cantons. Il faut enfin agir pour soutenir les personnes les plus fragiles de notre société, notamment en leur allouant davantage de ressources, pour se nourrir, se loger, mais aussi se former, se soigner, et pouvoir envisager l'avenir avec un minimum de perspectives. A l'heure où une personne sur quatre vit en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté en Suisse, je rappelle aux politiciens des partis bourgeois une phrase figurant en préambule de notre Constitution: «La force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres». Alors que la plupart d'entre eux ont refusé l'indexation des rentes à l'inflation et plus de moyens pour l'allègement des primes, il est grand temps d'ouvrir les yeux et de prendre parti pour une Suisse solidaire. ■

* «Baromètre suisse des familles 2023 – Ce qui préoccupe les familles en Suisse»: rapport complet (23 pages) disponible sous barometredesfamilles.ch

Le Conseil fédéral a mauvaise presse

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN AMBASSADEUR

L'Union européenne a failli s'inspirer d'une institution suisse: il y a une dizaine d'années, les juristes étudiant le fonctionnement de la Commission européenne ont envisagé de lui donner les caractéristiques du Conseil fédéral suisse dans le traité mort-né sur la constitution de l'Europe. D'autres idées ont prévalu. Le temps où notre exécutif, garant de la stabilité et de la continuité du pouvoir, servait de modèle semble révolu. Au contraire, il ne se passe pratiquement pas de jour sans qu'une voix critique ne s'élève pour déplorer la faiblesse et l'immobilisme du gouvernement. Le Conseil fédéral ne prend plus de décisions fortes, tournées vers l'avenir. Le tunnel de base du Gothard, inauguré en 2016, était le dernier projet de ce type, note la NZZ sous la plume de Georg Häslar, son correspondant à Berne.

Le Conseil fédéral n'agit pas de manière souveraine, ni constante: il freine, procrastine, choisit l'intransparence, dit le même auteur. Trois exemples, déjà mentionnés dans le même esprit par le rédacteur en chef du quotidien, Eric Gujer: le débat sur la neutralité, la politique relative au soutien à l'Ukraine, les mesures pour sauver la place financière. Le Conseil fédéral se serait découpé du parlement, miné par ses divisions. Chacun de ses membres s'est retranché derrière son département, il n'y a pas de vue d'ensemble ni de souffle politique ni même de sens de la collégialité. Plusieurs de ses membres craignent pour leur réélection à la fin de l'année, d'où le manque de courage constaté – on a affaire à une véritable crise d'Etat. Le peuple est plus progressiste que son gouvernement, dit l'article. La politique étrangère n'est pas épargnée. Le Conseil fédéral aurait dû suivre la proposition du chef du DFAE, qui voulait moderniser la politique de neutralité – ce que le journal considère comme une nécessité. (Mais la décision de préserver la flexibilité en la matière se défend, à condition qu'on en fasse bon usage!) A propos des fortunes détenues par les oligarques russes, le Conseil fédéral aurait dû prendre des initiatives pour éviter de se laisser acculer par ses partenaires. Il refuse de recourir au droit d'urgence pour faciliter l'envoi de munitions et d'armements à l'Ukraine mais l'utilise pour sauver le Credit Suisse, au grand dam du parlement. Quant à la politique européenne, la différence entre l'accord institutionnel et la solution par paquet est tout au plus de nature sémantique: il n'y a pas de majorité dans le peuple, et il n'existe pas de plan B.

L'ancien ambassadeur Theodor Winkler démontre dans le même journal que la notion de bons offices qui sert à justifier la passivité induite par la neutralité est en fait dépassée. La Suisse devrait utiliser davantage les ressources de la Genève internationale, insuffisamment mises à contribution à son avis. Le Centre pour la politique de sécurité et celui consacré à la démocratisation des forces armées – dont il a été le directeur – et la Maison de la paix – dont il a été l'un des initiateurs – devraient être mobilisés, de même que les centres de recherche dans le domaine de l'informatique, de la biotechnologie, de l'intelligence artificielle et la plateforme du Gesda. Ces atouts devraient aider la Suisse à œuvrer à la solution des grands problèmes mondiaux. Même le chancelier de la Confédération, Walter Thurnherr, s'exprimant lui aussi dans la NZZ, regrette que la Suisse en reste à des notions iréniques sur le multilatéralisme et le rôle des organisations internationales, alors que nous devrions nous mettre à l'heure de la politique de puissance et être davantage présents au monde: la diplomatie, dit-il, ne se limite pas à la gestion des relations extérieures et à quelques tweets... De fait la presse a plutôt mal pris la mise en scène du retour des diplomates évacués du Soudan et de pathos par le conseiller fédéral Ignazio Cassis et l'ambassadeur Nicolas Bideau, son directeur de communication.

Le retour de la guerre en Europe devrait susciter un sursaut, un aggiornamento des valeurs dont l'expression est devenue surannée pour mieux tenir compte de la situation dans laquelle le pays se trouve aujourd'hui. ■

SUR LES BLOGS

Océans trop chauds

«Les climatologues ont peur de ce qu'ils ont découvert ces derniers jours. La température des océans a atteint un nouveau record. Les côtes de l'Amérique du Nord sont baignées d'une eau inhabituellement chaude. Les températures élevées du Pacifique équatorial Est annoncent une année El Niño, mais d'autres océans subissent aussi des vagues de chaleur marines», écrit sur son blog Dorota Retelska, docteure ès Sciences de l'UNIL. A lire sur

www.letemps.ch/blogs

Aucun pays ne devrait être tenu à l'écart de l'OMS

OPINION

Alors que le monde entre dans la quatrième année de la pandémie de Covid-19, la gouvernance sanitaire mondiale est en voie de rétablissement. Les Etats s'efforcent d'atteindre la santé et le bien-être pour tous, ainsi que la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies qui ont été impactés par la pandémie. Taïwan soutient pleinement ces objectifs estimés à 3 milliards de dollars par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Taïwan s'engage ainsi à mettre en place une chaîne d'approvisionnement au service de la santé qui soit plus résiliente et équitable, en maintenant un système universel de couverture santé juste et inclusif et en offrant une prévention et une gestion des maladies grâce à un solide système de soins. Taïwan souhaite – et a la capacité – de partager son expérience avec une approche multisectorielle et innovante de la santé pour tous.

L'année dernière, le directeur général de l'OMS a indiqué cinq priorités pour les cinq prochaines années: promouvoir la santé, proposer des services de soins, protéger la santé, progresser et obtenir des résultats. Le schéma de l'OMS pour intégrer le bien-être à la santé publique montre l'engagement de cette organisation pour la santé de tous. A Taïwan, le système universel d'assurance maladie date de 1995. Depuis lors, le gouvernement n'a cessé de proposer des services de santé et de prévention des maladies de telle sorte que les personnes de tous âges puissent bénéficier du droit à la santé.

Le système national d'assurance maladie de Taïwan est un excellent



HSUEH JUI-YUAN
MINISTRE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION
SOCIALE, TAÏWAN (RÉPUBLIQUE DE CHINE)

Pendant la pandémie, Taïwan a émis 13 licences à l'exportation de sa formule végétale NRICM 101

exemple de couverture santé universelle, qui offre une protection financière et l'accès à une large gamme de services essentiels. La pandémie a poussé la communauté internationale à reconnaître l'importance de la coopération régionale et de la numérisation des soins de santé. Taïwan s'engage à promouvoir la santé digitale et l'innovation pour faciliter l'accessibilité et la qualité des soins. Nous utilisons des téléconsultations en temps réel pour les patients résidant dans des endroits reculés ou les îles offshore, et étudions les applications de l'intelligence artificielle ou autres technologies émergentes. Pendant la pandémie, Taïwan a émis 13 licences

à l'exportation de sa formule végétale NRICM101 (Taiwan Chingguan Yihau) pour aider les pays de la région à combattre le virus. Taïwan est en train de mettre en place des mesures préventives pour l'après-pandémie, en renforçant par exemple la production locale de médicaments et de principes pharmaceutiques actifs pour éviter de futures pénuries de médicaments. Conscient de l'importance de travailler avec la communauté internationale, Taïwan continuera à partager technologies innovantes et méthodes d'excellence avec ses partenaires dans le monde pour avancer dans le sens de la couverture santé universelle.

Taïwan n'est pas invité à l'Assemblée mondiale de la santé depuis 2017. Maintenant que l'épidémie de Covid-19 se calme et que les échanges sur un renforcement des systèmes de santé dans le monde s'intensifient, Taïwan ne devrait pas être tenu à l'écart. Taïwan peut aider, et son inclusion rendrait le monde en meilleure santé, plus durable et plus juste.

Taïwan demande à l'OMS et à toutes les parties prenantes de soutenir son inclusion à l'Assemblée mondiale de la santé en tant qu'observateur, ainsi que sa participation pleine et entière aux réunions, mécanismes et activités de l'OMS. Taïwan continuera à travailler avec le monde pour aider à assurer le droit fondamental à la santé, qui fait partie intégrante de la Constitution de l'OMS. Conformément aux Objectifs de développement durable, aucun pays ne devrait être tenu à l'écart – surtout pas Taïwan, qui contribue de manière significative à la santé publique dans le monde. ■